

**L'hon. E. J. Benson (ministre des Finances):** Monsieur l'Orateur, je me demande si j'ai bien saisi le sens de cette question. Si le député me demande d'abolir la taxe de vente générale au Canada, je dois dire que je n'en ai pas l'intention.

LE PROGRAMME DE STABILISATION DES RECETTES—LA RÉTENTION DES AVANCES SUR LES PAIEMENTS

**M. John Burton (Regina-Est):** Monsieur l'Orateur, puis-je poser une question supplémentaire au ministre responsable de la Commission du blé? A-t-il l'intention d'obliger les cultivateurs à rembourser des avances à même les 100 millions de dollars qui leur ont été versés d'après sa déclaration de la semaine dernière?

**L'hon. M. Lang:** Monsieur l'Orateur, la pratique courante pourrait exiger que l'on prenne les défauts de paiement en considération. Il est certain que les dettes ordinaires résultant des avances ne seront pas déduites des paiements.

\* \* \*

L'EXPANSION ÉCONOMIQUE RÉGIONALE

LE PLAN D'AMÉNAGEMENT DE L'ÎLE-DU-PRINCE-ÉDOUARD ET L'ACCORD FÉDÉRAL-PROVINCIAL

**L'hon. J. A. MacLean (Malpègue):** Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre de l'Expansion économique régionale. Est-il maintenant en mesure de répondre à la question que j'ai posée jeudi, et dont le premier ministre a pris note en son nom, au sujet de toute demande du gouvernement de l'Île-du-Prince-Édouard de renégocier la vaste plan d'aménagement de cette province étant donné que le chômage y dépasse maintenant 13 p. 100, je crois?

[Français]

**L'hon. Jean Marchand (ministre de l'Expansion économique régionale):** Monsieur l'Orateur, le programme, mettant en cause le gouvernement de l'Île-du-Prince-Édouard, est continuellement renouvelé et mis à jour. Nous sommes en contact de façon permanente avec ce gouvernement, et il est tout de même assez encourageant de voir que le taux de chômage est plus bas cette année, à l'Île du Prince-Édouard, et ce, malgré la situation générale au Canada.

[Plus tard]

[Traduction]

**M. David MacDonald (Egmont):** Monsieur l'Orateur, puis-je poser une question qui fait suite à la question originale. D'abord, je pense que les renseignements du ministre sont faux. Le chômage est plus élevé ailleurs.

**M. l'Orateur:** A l'ordre. Le député n'a la parole que pour quelques secondes. Nous arrivons à la fin de la période des questions.

**M. MacDonald (Egmont):** Étant donné qu'on a nettement laissé entendre que le programme serait renégocié sous peu, comme il avait été convenu lorsqu'il avait été originalement signé, puis-je demander au ministre s'il prend certaines dispositions en vue de permettre aux gens de l'Île-du-Prince-Édouard de faire

[M. Korchinski.]

des offres en vue de réaliser efficacement le programme et, au besoin, de le modifier?

[Français]

**L'hon. M. Marchand:** Monsieur l'Orateur, ce rapport a été reçu, je pense, par le ministère, et nous sommes présentement à l'analyser. Dès que nous serons en mesure d'en tirer des conclusions, nous pourrions les communiquer à la Chambre.

LE RAPPORT DU CONSEIL CONSULTATIF DE L'ATLANTIQUE SUR L'EFFICACITÉ DE LA LOI

[Traduction]

**M. John Lundrigan (Gander-Twillingate):** Une question supplémentaire, monsieur l'Orateur. Puisque le chômage dans une des provinces est beaucoup plus élevé, le ministre nous dirait-il s'il a reçu le rapport du Conseil consultatif de l'Atlantique et sa revue de la loi sur les subventions au développement régional dont l'objet était de tenter d'accroître l'efficacité de cette loi dans une province particulière de l'Est du Canada? Sinon, peut-il nous dire quand nous recevrons le rapport?

[Plus tard]

[Français]

**L'hon. Jean Marchand (ministre de l'Expansion économique régionale):** Monsieur l'Orateur, je ne sais pas s'il y a entente entre les deux gouvernements, afin d'entendre les parties intéressées. Je vais m'en enquérir. Quant à moi, je ne m'y oppose pas.

\* \* \*

L'INDUSTRIE

LES PROPOSITIONS DE LA CANADIAN PUBLISHING ASSOCIATION—L'AIDE À CERTAINES MAISONS D'ÉDITION

[Traduction]

**M. Doug Rowland (Selkirk):** Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au secrétaire d'État. Aurait-il eu le temps de considérer les propositions que lui a présentées la Canadian Publishing Association le 2 mars. Si oui, quand la Chambre peut-elle s'attendre à une déclaration concernant les mesures envisagées à ce propos?

[Français]

**L'hon. Gérard Pelletier (secrétaire d'État):** Monsieur le président, tout ce que je puis répondre, c'est que nous poursuivons l'étude des conclusions de cette consultation, mais je ne pourrai pas fixer de date d'une déclaration à l'appel des motions.

[Traduction]

**M. Rowland:** Le ministre a-t-il demandé au Conseil de recherches sur les humanités et au Conseil des arts du Canada de songer à des moyens d'aider les éditeurs de textes universitaires ou artistiques au Canada, et d'augmenter cette aide?

[Français]

**L'hon. M. Pelletier:** Les deux conseils, monsieur le président, participaient à notre consultation avec les éditeurs, de sorte qu'ils sont parfaitement au fait et des besoins mis à jour et des ressources disponibles.